

INSTRUCTION

N° 02-048-A-R du 31 mai 2002

NOR : BUD R 02 00048 J

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

VERSEMENTS FINANCIERS DE L'ÉTAT AUX COLLECTIVITÉS LOCALES.

ANALYSE

Périodicité des versements des dotations de l'Etat et des compensations fiscales
aux collectivités locales.

Date d'application : 09/04/2002

MOTS-CLÉS

COMPTABILITÉ ; COMPTABILITÉ DE L'ÉTAT ; COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX ;
DOTATION ; DOTATION DE COMPENSATION ; VERSEMENT ; FINANCEMENT

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

TPG	RGP	PGT	ACT	DOM	T							

DIFFUSION

GT 24

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

4^{ème} Sous-direction - Bureau 4A

5^{ème} Sous-direction - Bureau 5A

La présente instruction a pour objet de porter à la connaissance des comptables la circulaire conjointe du ministère de l'intérieur et du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie n° CD-0691 du 9 avril 2002.

Elle précise les modalités de versement des dotations de l'Etat et des compensations fiscales aux différentes collectivités locales, et plus particulièrement :

- leur rythme de versement ;
- leur mode de financement (prélèvement sur les recettes de l'Etat, dotation budgétaire ou autre) ;
- leur imputation dans la comptabilité de l'Etat.

Les éventuelles difficultés seront signalées à la direction générale sous le présent timbre.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR DE LA 4^{ÈME} SOUS-DIRECTION

HERVÉ GUILLOU

ANNEXE : Circulaire interministérielle n° CD-0691 du 9 avril 2002

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Direction Générale des Collectivités Locales
Bureau de la fiscalité locale
Bureau des concours financiers de l'Etat
Bureau du financement des
transferts de compétences

**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE**

Direction Générale de la Comptabilité Publique
Bureaux 4A et 5A

Le Ministre de l'Intérieur

Le Ministre de l'Economie,
des Finances et de l'Industrie

à

Mesdames et Messieurs les Préfets de région et de
département (Métropole et Outre Mer)

Mesdames et Messieurs les Trésoriers-Payeurs Généraux
de régions et de départements
(Métropole et Outre-Mer)

OBJET : Périodicité des versements des dotations de l'Etat et des compensations fiscales aux collectivités locales.

Instructions relatives aux modalités de versement des dotations de l'Etat et des compensations fiscales aux différentes collectivités locales.

Les dotations de l'Etat et les compensations fiscales aux collectivités locales font pour la plupart l'objet d'un calcul et d'une notification annuels. Toutefois, il apparaît que d'un département à l'autre, le versement de ces attributions suit parfois un rythme différent, certains départements ayant par exemple établi de manière empirique des seuils monétaires en deçà desquels certaines attributions ne sont pas versées selon un rythme mensuel mais sont versées en une seule fois.

La présente circulaire a pour objectif d'harmoniser les différentes pratiques actuellement en vigueur en distinguant, d'une part, les règles de versement relatives aux dotations et, d'autre part, celles relatives aux compensations fiscales. S'agissant des dotations de l'Etat, sont ici rattachées les dotations financées par prélèvement sur les collectivités les plus favorisées, le champ couvert par la présente circulaire concernant ainsi l'ensemble des concours aux collectivités locales dont le calcul est effectué sur une base annuelle et de manière centralisée (DGF, DGD, dotation de compensation aux régions des pertes de recettes fiscales, FNP, FNPTP, DSI, Amendes de Police, dotation élu local, FCDR, FSRIF).

ANNEXE (suite)

I / LES MODALITES DE VERSEMENT DES DOTATIONS

Concernant les dotations de l'Etat, il convient de distinguer celles pour lesquelles les modalités de versement sont expressément précisées par les textes (loi ou décret) des autres dotations pour lesquelles le silence des textes appelle la mise en place de pratiques harmonisées.

❶ Les dotations dont les modalités de versement sont définies par les textes

Le code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoit des modalités de versement précises pour :

- La dotation forfaitaire des communes (article L. 2334-8 du CGCT)
- La dotation de solidarité urbaine (article L. 2334-14 du CGCT)
- La dotation de solidarité rurale (article L. 2334-14 du CGCT)
- La dotation d'intercommunalité des EPCI à fiscalité propre (article L. 5211-31 du CGCT)
- Le Fonds de correction des déséquilibres régionaux (article L. 4332-6 du CGCT)
- Le Fonds de solidarité des communes de la région d'Ile-de-France (article R. 2531-33 du CGCT)

Les modalités de versement ainsi définies par le CGCT conduisent à distinguer :

- les dotations pour lesquelles les versements doivent se faire par douzièmes mensuels :
 - la dotation forfaitaire des communes
 - la dotation d'intercommunalité des EPCI à fiscalité propre

Ces deux dotations font l'objet de versements mensuels au profit des collectivités et établissements bénéficiaires.

En raison des délais nécessaires à la répartition de la dotation en début d'année, il est rappelé qu'au cours du premier trimestre, des acomptes mensuels sont versés pour un douzième du montant de la dotation de l'année précédente.

Ces acomptes sont versés dans les mêmes formes et ils sont imputés aux mêmes comptes que les attributions définitives. Ils donnent lieu à l'émission d'un arrêté par le préfet dès le mois de janvier, comportant le montant mensuel de l'acompte à verser au cours des trois premiers mois de l'année.

La régularisation au titre des attributions définitives intervient au cours du mois d'avril, au moyen d'un arrêté accompagné d'un état comportant les montants suivants : total des trois acomptes versés, dotation annuelle, solde, versement mensuel d'avril à novembre, versement de décembre. Cet état peut être généré automatiquement par le biais de l'application Finances Locales 2.

S'agissant des EPCI à fiscalité propre qui perçoivent pour la première fois la dotation d'intercommunalité, il n'y a pas d'acomptes à verser avant la notification de la dotation d'intercommunalité qui leur est due la première année. L'application "Finances Locales 2", qui permet de traiter de manière automatique le processus de notification et d'édition des arrêtés de versement, calcule alors les montants mensuels en fonction du nombre de mois de l'année restants à compter de la date de notification.

ANNEXE (suite)

- les dotations qui doivent être versées en une seule ou en deux fois :
 - la DSU
 - la DSR
 - le FCDR
 - le FSRIF

Pour la DSU et la DSR, le CGCT prévoit un versement unique devant obligatoirement intervenir avant le 30 septembre de l'année au titre de laquelle ces dotations sont dues.

Pour le FCDR et le FSRIF, le CGCT prévoit un versement en deux fois, la première devant intervenir avant le 31 juillet, la seconde avant le 31 décembre de l'année au titre de laquelle les attributions du Fonds sont dues.

A l'exception des dotations versées au titre du FCDR (imputées au débit du compte 475-728) et du FSRIF (imputées au débit du compte 475-718), les dotations visées au présent paragraphe font l'objet de versements comptabilisés au compte 475-716 « dotation globale de fonctionnement » (et ses subdivisions), selon les modalités prévues par la circulaire n°CD 0286 du 11 février 2002.

Les dotations dont les modalités de versement ne sont pas précisées par les textes

Il s'agit des dotations suivantes :

la DGF des départements

le Fonds national de péréquation (FNP)

la dotation générale de décentralisation (DGD)

la dotation de compensation aux régions des pertes de recettes fiscales résultant de la suppression des parts régionales de la taxe d'habitation et des droits de mutation à titre onéreux, qui relève désormais d'une logique de dotation puisque la fiscalité locale dont elle est issue a complètement disparu

les dotations de compensation des pertes de bases de taxe professionnelle ou de redevance des mines, et des baisses de DCTP, toutes deux imputées sur le Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle (FNPTP) et qui relèvent d'une logique de dotations et non d'une logique de compensation par l'Etat de mesures de dégrèvements ou d'exonérations

la dotation d'aménagement des communes d'Outre-Mer

La dotation spéciale instituteurs (DSI)

le produit des amendes de police relatives à la circulation routière

la dotation élu local

En l'absence de dispositions expresses relatives au versement de ces dotations, vous vous référerez aux instructions suivantes en retenant :

Le versement par douzièmes mensuels pour :

- **le "tronc commun" de la DGF des départements**, c'est à dire l'addition de la dotation forfaitaire, la dotation de péréquation et le cas échéant la garantie de progression minimale due au titre de ces deux dotations. Selon le même principe que la dotation forfaitaire des communes et la dotation d'intercommunalité visées au I-1, l'application "Finances Locales 2" permet de calculer les acomptes provisionnels à verser en début d'année sur la base du "tronc commun" perçu l'année précédente. A compter de la notification du montant de la dotation due au titre de l'année en cours, les douzièmes restant à verser sont ensuite ajustés.

ANNEXE (suite)

- **la DGD des départements (chapitre 41-56 article 20 du budget du ministère de l'Intérieur)** : cette dotation est versée par douzièmes selon un échéancier qui est précisé chaque année dans la circulaire relative à cette dotation. En complément du versement de ces montants, des attributions sont versées en fin d'année au titre du Fonds de compensation de la fiscalité transférée, donnant lieu à des arrêtés émis par le préfet au débit du compte 475-730(n), selon un rythme également précisé par l'échéancier précité.
- **la dotation de compensation aux régions des pertes de recettes fiscales résultant de la suppression des parts régionales de la taxe d'habitation et des droits de mutation à titre onéreux** : inscrite au chapitre 41-55 du budget du ministère de l'Intérieur, les crédits correspondants vous sont délégués en une seule fois dès le début de l'exercice ; il vous appartient de les mandater par douzièmes chaque mois aux régions bénéficiaires.

Le versement unique ou en deux fois pour :

- **le concours particulier de la DGF des départements** relatif à la dotation de fonctionnement minimale (DFM) et sa majoration, comptabilisée aux sous-comptes de la DGF selon les modalités prévues par la circulaire n°CD 0286 du 11 février 2002 ;
- **la DGD des régions (chapitre 41-56 article 30 du budget du ministère de l'Intérieur)**
- **le Fonds national de péréquation (FNP, compte 475-732(n))**;
- **les compensations par le FNPTP des pertes de bases de taxe professionnelle et de redevance des mines (compte 475-7211(n))**;
- **la compensation par le FNPTP des baisses de DCTP (compte 475-7214(n))**;
- **la dotation d'aménagement des communes d'Outre-Mer (mêmes comptes que la DGF, cf. circulaire n°CD 0286 du 11 février 2002)**;
- **la dotation spéciale instituteurs (DSI, compte 475-720(n))**;
- **la répartition du produit des amendes de police relatives à la circulation routière (compte 475-717(n))**;
- **la dotation élu local (compte 475-729(n)).**

A l'exception de la DGD des régions, toutes ces dotations seront versées en une seule fois, par assimilation à la DSU et à la DSR, avant le 30 septembre de l'année au titre de laquelle elles sont dues. Toutefois, concernant la DSI et la dotation au titre des amendes de police dont la répartition au titre d'une année intervient en toute fin d'exercice, vous procéderez au versement en début d'année suivante, dès la réception des décisions de répartition.

Par conséquent, aucun acompte provisionnel ne sera versé avant la notification du montant de ces dotations.

S'agissant de la DGD des régions, deux délégations vous sont généralement adressées. Il vous appartient de mandater les crédits correspondants selon le rythme qui vous est habituel, sachant qu'il serait préférable, par souci de simplification, qu'un mandatement unique soit opéré à l'issue de chacune des deux délégations.

ANNEXE (suite)

Le cas particulier du concours de la DGF des départements compensant la suppression des contingents communaux d'aide sociale :

Pour ce concours particulier, qui n'est relatif qu'à la seule collectivité départementale, la diversité des modalités de versement qui existaient antérieurement en matière de contingents communaux plaide en faveur du maintien d'une certaine souplesse au niveau local.

D'une manière générale, vous privilégiez un versement unique de ce concours, avant le 30 septembre de l'année au titre duquel le concours est dû.

Cependant, s'il apparaît que la collectivité départementale préfère opter pour un versement par douzième de ce concours, vous pourrez retenir un tel étalement des versements.

II / LES COMPENSATIONS RELATIVES A LA FISCALITE LOCALE

Les compensations visées par le dispositif d'harmonisation précisé au ci-dessous sont celles versées en contrepartie des exonérations ou abattements appliqués à l'occasion de la perception de droits d'enregistrement ou en vue de l'établissement des rôles des impôts directs locaux (taxes foncières bâties et non bâties, taxe d'habitation et taxe professionnelle).

En sont toutefois exclues les compensations relatives aux mesures suivantes :

- la diminution du taux normal du droit départemental d'enregistrement (article 9 de la loi de finances pour 2000) et l'exonération partielle de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur (articles 6 de la loi de finances pour 2001 et 24 de la loi de finances pour 2002) compensées dans le cadre de la dotation générale de décentralisation (DGD) des départements (cf. I.) ;
- la suppression de la part régionale des droits de mutation à titre onéreux (article 39 de la loi de finances pour 1999) ainsi que la suppression de la part régionale de la taxe d'habitation, compensées par la dotation de compensation aux régions des pertes de recettes fiscales (cf. I.).

Les compensations concernées sont financées de deux façons :

- soit par des prélèvements sur recettes. Dans ce cas les compensations sont versées au moyen d'arrêtés, pris par les préfets au vu des informations transmises par les services fiscaux, et imputés sur des comptes de classe 4 ;
- soit par des dotations budgétaires du ministère de l'intérieur. Les compensations donnent alors lieu à un mandat de paiement émis par le préfet au vu des délégations de crédits transmises par la DGCL.

ANNEXE (suite)

Les compensations financées par prélèvement sur recettes :

Le versement de ces compensations se fait par imputation, selon le cas, sur les comptes suivants :

- compte 475-723(n) « Dotation de compensation de la taxe professionnelle »
- compte 475-725(n) « Compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale »
- compte 475-732(n) « Fonds national de péréquation »
- compte 475-733(n) « Compensation de la suppression progressive de la part salaires de la taxe professionnelle »
- sous-compte 475-7213(n) « FNPTP – ZRU et ZFU »
- sous-compte 475-7214(n) « FNPTP – compensation de pertes de DCTP »

Chacun de ces comptes étant subdivisé par exercice, le dernier chiffre (n) correspond au millésime de l'année.

Les compensations versées à ce titre sont les suivantes :

- a) en taxe foncière sur les propriétés bâties :
 - au titre des personnes dites économiquement faibles (articles 1390 et 1391 du code général des impôts), par débit du compte 475 725(n);
 - au titre des immeubles professionnels dans les zones franches urbaines (article 1383 B du code général des impôts), par débit du compte 475 725(n).
- b) en taxe foncière sur les propriétés non bâties :
 - au titre des parts départementale et régionale de cette taxe, ainsi que communale et intercommunale pour la Corse, relatives aux terres agricoles (articles 1586 D, 1599 ter D, 1394 B et 1586 E du code général des impôts), par débit du compte 475 725(n).
- c) en taxe d'habitation :
 - au titre des personnes dites économiquement faibles (article 1414-I du code général des impôts), par débit du compte 475 725(n);
- d) en taxe professionnelle :
 - au titre de la dotation de compensation de la taxe professionnelle (DCTP) instituée par l'article 6-IV de la loi de finances pour 1987, par débit du compte 475-723(n);
 - au titre des pertes de DCTP (article 58 de la loi de finances pour 1999), par débit du compte 475-7214(n);
 - au titre de la réduction de moitié pour création d'établissement (article 1478-II du code général des impôts), par débit du compte 475-723(n);
 - au titre de la suppression progressive de la fraction imposable des salaires dans les bases de taxe professionnelle (article 44-A de la loi de finances pour 1999), par débit du compte 475-733(n);
 - au titre des zones de revitalisation rurale (ZRR), de redynamisation urbaine (ZRU), ainsi que des zones franches urbaines (ZFU) (articles 1465 A, et 1466 A du code général des impôts), par débit des comptes 475-725(n), 475-732(n) ou 475-7213(n);
 - au titre des allègements décidés pour la Corse (articles 1466 B, 1466 B bis, 1466 C, 1472 A ter, 1586 bis et 1599 bis du code général des impôts), par débit du compte 475-725(n);
 - au titre des pertes de recettes subies par les fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle à la suite d'une restructuration d'établissement (article 1648 B bis-III bis du code général des impôts), par débit du compte 475-732(n).

ANNEXE (suite)

e) en droit d'enregistrement :

- au titre de l'abattement à la base voté par les conseils généraux (article 1594 F ter du code général des impôts), par débit du compte 475-725(n);
- au titre des acquisitions de propriétés en nature de bois et forêts (article 1137 du code général des impôts), par débit du compte 475-725(n).

Les compensations financées par dotation budgétaire :

Il s'agit des compensations versées :

a) en taxe foncière sur les propriétés bâties :

- au titre des exonérations de longue durée de certains immeubles ainsi que de l'abattement sur les bases de logements situés en zone urbaine sensible (articles 1384, 1384 A, 1384 C, 1384 D, 1385 I et II bis, et 1388 bis du code général des impôts);

Ces compensations sont imputées sur le chapitre 41-51 article 50 du ministère de l'Intérieur.

b) en taxe foncière sur les propriétés non bâties :

- au titre des terrains plantés en bois (article 1395 du code général des impôts) ;

Ces compensations sont imputées sur le chapitre 41-51 article 80 du ministère de l'Intérieur.

Dispositif à mettre en oeuvre

Parmi les compensations visées au comme au , seule la compensation versée en contrepartie de la suppression progressive de la fraction imposable des salaires dans les bases de taxe professionnelle fait l'objet d'un versement par douzièmes mensuels expressément prévu par la loi (article 44-D.III).

S'agissant des autres compensations, des pratiques diverses ont été constatées. Généralement, du fait de l'absence de textes s'y rapportant, elles sont versées de la même façon que les avances au titre de la fiscalité directe locale, c'est-à-dire par versement mensuel.

Afin d'harmoniser les modalités de versement, vous procéderez désormais pour les compensations visées au et au de la façon suivante :

- aucune avance ne sera versée pour les premiers mois de l'année tant que les montants des compensations notifiés pour l'exercice aux préfets par les services fiscaux ou la DGCL ne seront pas connus ;
- dès que ces montants seront connus, généralement en février ou en mars, le versement d'une compensation sera effectué mensuellement dès lors que son montant total excédera 12 000 €. Le montant du premier versement mensuel sera égal à un douzième de la compensation, multiplié par un nombre de mois décompté de janvier au mois de versement. Si par exemple le premier versement est effectué en mars, le montant à verser au titre de ce mois sera égal à trois douzièmes du montant de la compensation. A compter du deuxième versement et jusqu'au mois de décembre, un douzième du montant de la compensation sera versé chaque mois ;

ANNEXE (suite et fin)

- **un versement unique sera effectué dès lors que le montant notifié au titre d'une compensation n'excède pas 12 000 €. Toutefois il conviendra d'accéder à la demande d'une collectivité qui souhaiterait percevoir par douzièmes mensuels une compensation d'un montant inférieur à ce seuil. Ceux-ci seront alors calculés comme indiqué ci-dessus .**

* *
 *

Vous voudrez bien signaler, sous le présent timbre, les difficultés que vous pourriez rencontrer dans l'application des présentes instructions.

Pour le ministre et par délégation,
Le Directeur Général
des Collectivités Locales

Pour le ministre et par délégation,
Le Directeur Général
de la Comptabilité Publique

Dominique BUR

Jean BASSERES